

individuelle, sans perdre nos amis et nos alliés de longue date, dont l'amitié est précieuse et sûre?

• (2050)

Comme maîtres et propriétaires de notre pays, nous devrions nous donner pour objectif précis de contribuer dans la pleine mesure de nos talents, à réveiller le géant canadien qui dort et à travailler, en pleine collaboration avec toutes les nations, afin de procurer l'égalité des chances et la justice grâce au règne du droit, pour tous les êtres humains, noirs, jaunes ou blancs.

Monsieur l'Orateur, certains croient que le Canada peut atteindre cet objectif grâce à l'intégration économique au complexe nord-américain. En submergeant ou éliminant les frontières, nous deviendrions partie d'une plus grande unité. Ce courant de pensée, qui a ses adeptes des deux côtés du 49^e parallèle, est maintenant connu sous le nom de continentalisme. Ceux qui voient plus de bien que de mal dans la mainmise des capitaux étrangers sur l'économie canadienne s'appellent les «continentalistes». A défaut d'un meilleur terme, on appelle leurs opposants des nationalistes économiques ou politiques. Je préfère le mot Canadiens.

Au fond—et j'espère ne pas trop simplifier—les continentalistes semblent croire, consciemment ou non, que tout ce qui est bon pour l'Amérique du Nord l'est aussi pour le Canada. Ils ne voient aucun rapport direct entre l'indépendance nationale—du point de vue économique, politique ou culturel—et l'intégration totale éventuelle de l'économie canadienne et le l'économie américaine. Si les chiffres sont significatifs, le rythme actuel de la mainmise étrangère sur les richesses, les affaires et les industries canadiennes ne peut que conduire à cette intégration. Si pareil entrelacement ne menace pas la nation canadienne, nous sommes très favorisés. Toutefois, s'il découle de cet arrangement des engagements éventuels inconnus qui touchent tous les Canadiens d'aujourd'hui et tous ceux de demain, alors nous nous engageons dans une aventure risquée. Ceux qui ont un peu réfléchi sur l'avenir du Canada doivent certainement se demander où nous allons.

Monsieur l'Orateur, il est temps qu'ait lieu sur l'ensemble de cette question un débat public national aussi complet et aussi étendu que possible.

De nouveau, je félicite le ministre et le gouvernement de fournir à tous les Canadiens l'occasion de discuter ce sujet. Je voudrais qu'on tienne des colloques et des réunions publiques dans tout le pays, afin d'en arriver à un consensus. Autrement, même les dispositions d'importance secondaire dans le bill pourraient provoquer la désunion. Je veux traiter de cette question en fonction de l'Est et de l'Ouest. Je continue, monsieur l'Orateur:

Je demande à ma génération de répondre aux questions suivantes: Sommes-nous en train de céder notre passé, que nous n'avons pas gagné, et notre avenir, qui ne nous appartient pas? Gardiens temporaires de l'entité qu'on appelle le Canada, avons-nous le droit de vendre les biens familiaux sans tenir compte des héritiers?

Si nous, Canadiens, pouvons tout avoir à la fois—le contrôle économique et politique de notre pays et une prospérité sans précédent grâce aux placements de capitaux étrangers—tout ira pour le mieux dans le meilleur des mondes. La chose me semble impossible. En réalité, la participation au capital social, on finit toujours par user d'influence politique pour la protéger.

C'est ce qui est arrivé au capital social dans tous les pays du monde quand les investissements étaient faits par d'autres pays. Comme l'a dit un autre député, le Canada n'est pas sans reproche dans toute cette question de propriété étrangère. A défaut d'être prudent, nous serons à juste titre l'objet de la même surveillance dans d'autres pays, surtout aux Antilles. Les investisseurs étrangers au Canada font l'objet d'une surveillance. Sous le couvert de combats pour la liberté, trop de guerres ont été livrées en vue de protéger les nations ayant une part de propriété dans les petites nations. Je poursuis:

Nous sommes naïfs de penser autrement. Il ne servira à rien de tant se lamenter si nous nous réveillons un jour pour constater que nous avons perdu à tout jamais le droit de prendre nos propres décisions économiques et politiques. Et nous en serons seuls responsables—pas les Américains, pas les Japonais, pas les Allemands; nous seuls. Il me semble beaucoup plus sensé de deman-

Examen de l'investissement étranger

der à des ressortissants d'autres pays de venir ici nous aider à industrialiser notre pays de l'intérieur, en tant que Canadiens, que d'importer des dollars et de permettre à des étrangers d'industrialiser et de contrôler le pays de l'extérieur.

On pourrait m'appeler un nationaliste sur le plan de l'économie. D'après moi, ce qui est bon pour le Canada est bon pour l'Amérique du Nord et pour le monde. Je veux que le Canada puisse toujours parler avec tout le pouvoir et la liberté d'un pays entièrement maître de son avenir. Cela n'empêche pas de collaborer et de coopérer au maximum avec d'autres pays dont les objectifs s'accordent avec les nôtres. Cela signifie que sur le plan économique, nous n'avons d'obligation envers personne et n'avons pas à faire de compromis contrairement à nos convictions ni à mettre en péril notre avenir. Qui mettra en valeur le Canada et en sera le propriétaire? Nous ou des étrangers?

En 1966, je citais des statistiques qui, il y a sept ans, étaient très angoissantes et dataient donc de 1959. L'industrie du caoutchouc était à 90 p. 100 aux mains d'étrangers et celle des pâtes et papiers, à 38 p. 100. Un autre député a signalé ce soir que, étant donné l'incurie des dernières années, les chiffres ont augmenté de façon alarmante.

Je le répète, je suis heureux que le gouvernement nous ait donné l'occasion de soulever cette question. Il est maintenant opportun que les Canadiens se décident, car une décision engageant leur avenir devra être prise. Pour ma part, je crois que cette mesure est aussi progressiste que possible pour le moment sans semer la discorde. Le projet de loi dont nous sommes saisis peut donner lieu à une discussion publique qui devrait aboutir à une décision nationale.

Je comprends parfaitement bien les sentiments de la population de l'Ouest du Canada et des provinces Maritimes à ce sujet. Ces régions ne possèdent pas les capitaux nécessaires à leur expansion. Elles doivent s'adresser à l'étranger pour la simple raison que la grande province d'Ontario où j'habite, après avoir vécu 28 ans en Alberta, avec toutes ses richesses a jugé bon d'employer ses fonds à d'autres fins plutôt que d'encourager et de faciliter l'exploitation d'autres régions du pays. Voilà pourquoi je prétends qu'une infime mesure peut être prise maintenant, étant donné que l'Ouest a besoin de capitaux que l'Ontario ne lui fournit pas. Je crois que les Maritimes se trouvent dans la même situation. Certaines régions du Canada s'opposent donc à tout contrôle qui empêcherait l'entrée de capitaux étrangers pour faciliter leur expansion au point où elles deviendraient aussi riches et aussi puissantes que l'Ontario.

J'aimerais que l'on fasse quelque chose, peut-être au moyen de mesures fiscales, pour aider à la réalisation de cette prospérité nationale plus grande dans tout le pays. Je ne sais vraiment pas ce qu'on pourrait faire, à moins de changer le système politique qui est le nôtre. Voulons-nous qu'un gouvernement ayant les pleins pouvoirs dise à tous les Canadiens que tous les deniers dont nous avons besoin pour développer le pays sont maintenant au Canada? Aimons-nous vivre sous la férule d'un gouvernement autoritaire qui défendrait aux Canadiens d'expédier outre frontières l'argent qui leur appartient, même s'ils touchent un meilleur revenu en achetant, de préférence aux obligations du Canada, des actions et des obligations américaines. Ne pourrait-on pas encourager l'achat d'obligations canadiennes? Des obligations du Canada portant un intérêt libre d'impôt, voilà qui constituerait un stimulant sans que la trésorerie ait trop à en souffrir. Je crois qu'il faudra prendre des initiatives dans ce domaine, si nous voulons que la mesure législative à l'étude présentement reçoive quelque appui.